

Demande déposée le 30/12/2022 et complétée le 06/02/2023

N° DP 093 013 22 A0067

Par :	Monsieur SINGH KULDIP
Demeurant à :	71 rue Marcel Sembat 93350 LE BOURGET
Nature des travaux :	surélévation d'une maison individuelle
Sur un terrain sis à :	71 rue Marcel Sembat
Référence cadastrale :	13 E 69 408 m ²

Monsieur le Maire de la Ville du Bourget

Vu la déclaration préalable susvisée,
Vu l'affichage en Mairie de l'avis de dépôt le 20/01/2023,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles R 421-17 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) approuvé le 10/04/2017, mis à jour le 29/12/2017, modifié le 09/07/2018, mis à jour le 02/04/2019, modifié le 07/12/2020, mis à jour le 09/06/2021 et le 28/07/2021,
Vu la délibération du Conseil Municipal du 24/09/2007 réinstaurant l'obligation de déposer une déclaration préalable pour la réalisation de clôtures sur l'ensemble du territoire communal en vertu des articles L 421-1 et R 421-12 du Code de l'Urbanisme,
Vu la délibération du Conseil Municipal du 07/05/2014 instituant l'obligation de déposer une déclaration préalable pour les ravalements sur l'ensemble du territoire communal conformément au décret n° 2014 - 253 du 27/02/2014,
Vu les pièces complémentaires déposées le 06/02/2023,
Vu l'avis Favorable avec prescriptions de Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France - ABF en date du 31/01/2023,

ARRETE

Article 1 : Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées aux articles suivants

Article 2 : Le pétitionnaire devra tenir compte des prescriptions particulières émises dans l'avis de Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France - ABF en date du 31/01/2023 :

- Conserver les modénatures et les jeux de matériaux et de teintes des façades.
- Traiter les façades de la surélévation soit de manière mimétique en conservant l'écriture architecturale d'origine en termes de composition, de proportions des baies, de modénatures, de décors et d'aspect (matériaux mise en œuvre et finitions, teintes) y compris les éléments de second-œuvre, soit adopter une écriture contemporaine originale, sobre et qualitative dialoguant avec les principes traditionnels précipités suivants un principe de citation/réinterprétation. Par exemple, elles pourraient présenter des baies de formats différents de celle du niveau au-dessous et/ou de dimensions plus généreuses au niveau des pignons et fermé par des menuiserie de type verrière d'atelier, recevoir un bardage en zinc à joints debout, un parement en maçonnerie de briques de terre cuite au format actualisé ou au calepinage singulier.
- Conserver la typologie et la volumétrie de la toiture d'origine avec la demi-croupe du pignon sur rue.

Article 3 : La construction en limite séparative s'effectuera sans saillie ni retrait sur l'ensemble du débordement des eaux pluviales sur le fond voisin.

NB : Tous travaux ou installations prévus en bordure de la voie ou nécessitant une occupation du domaine public (départemental ou communal) sont subordonnés à l'obtention d'une permission de voirie après l'instruction d'une demande à déposer en MAIRIE.

Le bénéficiaire de la présente déclaration préalable prendra toutes les dispositions pour assurer la sécurité des personnes et des biens pendant les travaux.

Le Bourget, le 27 MAR. 2023

Le Maire

Dossier transmis en Préfecture le : 27 MAR. 2023

Transmis en ligne le 3 AVR. 2023



Jean-Baptiste BORSALI

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation est prorogée d'une année supplémentaire et ne nécessite aucune demande particulière de la part du demandeur. Les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres, les taxes et participations applicables au terrain sont maintenues.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite). Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Les informations contenues dans ce document font l'objet d'un traitement automatisé. Vous pouvez obtenir communication des informations nominatives vous concernant et, si nécessaire, les faire rectifier, en vous adressant au Service Urbanisme. La présente décision est transmise à la Direction Départementale de l'Équipement pour établissement de statistiques.

Accusé de réception en préfecture
093-219300134-20230327-ARR-2023-156-AR
Date de télétransmission : 27/03/2023
Date de réception préfecture : 27/03/2023